

DRAGUIGNAN Réouverture des piscines

Les piscines de Dracénie Provence Verdon rouvrent en toute sécurité pour les usagers et les agents de l'agglomération avec une application des recommandations sanitaires nationales. Des contraintes supplémentaires en termes de nettoyage et de désinfection des équipements sont donc à attendre, et des règles de prévention et de respect des gestes de distanciation sociale sont à suivre. Les réservations, uniquement individuelles, se font en amont de l'accès au bassin aquatique en réservant la veille via Internet ou par téléphone le jour même pour chaque site. Les piscines ouvertes depuis samedi sont celles de Bargemon, Vidauban, Lorgues et bien évidemment Draguignan.

SOLIDARITÉ. Les entreprises de propreté du sud-est récoltent 3 000 euros au bénéfice des aidants et des soignants

La Fédération des entreprises de propreté et services associés du sud-est (Fep) a récolté plus de 3 000 euros pendant la crise sanitaire. Ces dons ont servi à doter plusieurs organismes de masques FFP2, chirurgicaux, alternatifs, mais aussi des visières. Parmi les bénéficiaires : les Petits frères des pauvres de Marseille et Toulon, le Collectif infirmiers libéraux 13, le centre hospitalier d'Allauch et l'association Sauvegarde 13.

L.M. PHOTO DR



LA SEYNE-SUR-MER Du nouveau pour les pistes cyclables

La Seyne lance ses premiers aménagements pour développer la pratique du vélo suite au confinement. Les aménagements seront étalés dans le temps, quatre ont déjà commencé. Des provisoires faisant office d'expérimentation (tracés en jaune) et d'autres qui seront durables (tracés en blanc).

Candidature pour le carrousel

La commune procède à l'attribution d'un emplacement pour l'exploitation d'un manège de type carrousel pour une durée de 6 ans, sur l'esplanade Bœuf, aux Sablettes. Plus d'infos au 04.94.06.94.21 ou au 04.94.06.93.02.

ANNONCES OFFICIELLES
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

Marseille Marchés publics : cdelepine@lamarseillaise.fr Vie des sociétés : ipp@lamarseillaise.fr	Martigues martiguespub@lamarseillaise.fr
---	--

ANNONCES OFFICIELLES
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

Var

toulonpub@lamarseillaise.fr


PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 juin 2020, il sera procédé, pendant 30 jours consécutifs, du **22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus**, à une enquête publique se déroulant uniquement par voie dématérialisée conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 25 mars 2020, compte tenu du contexte de pandémie COVID-19, pour des motifs de sécurité sanitaire.

Le projet MRTT phase 2 est lié à l'accueil de nouveaux types d'avions A330-200 multi-rôle transport tanker (MRTT) sur la base aérienne 125 d'Istres qui implique la construction et l'adaptation d'infrastructures. Le programme comporte les projets de constructions neuves suivants :

- un second centre de maintenance pour MRTT,
- un poste de commandement pour l'escale et les escadrons MRTT,
- un centre de formation dédié à la formation et à l'entraînement des équipages navigants et non navigants,
- une escale aérienne MRTT, assimilable à un terminal aéroportuaire,
- un parking avions pour l'escale aérienne,
- ajout de groupe électrogène afin d'accroître la puissance électrique secourue.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public. Est désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du tribunal administratif de Marseille :

Madame Fabienne CARRIAS
ingénieur QSE

L'enquête publique se déroulera exclusivement en procédure dématérialisée pour des motifs de sécurité sanitaire liés au contexte COVID 19. Le dossier d'enquête comprenant notamment les avis des services requis, l'étude d'impact, son résumé non technique, l'étude de dangers, son résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale (AE), le mémoire en réponse à l'avis de l'AE, seront publiés sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/1969> pendant 30 jours consécutifs du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera

consultable :

- sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>,
- sur le site internet du pétitionnaire : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

Le dossier contient notamment une évaluation environnementale (étude d'impact) qui peut être également consultée sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.projets-environnement.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'AE, imposant un mémoire en réponse qui sera consultable à ces adresses et joint au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis prévus par le Code de l'Environnement.

Le dossier complet pourra également être consulté pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, direction de la citoyenneté, de la légalité et de l'environnement, bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille cedex 06 (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 – bureau 426 – tél. 04.84.35.42.77), sous réserve des mesures de sécurité sanitaire (masque de protection contre les aérosols et gants de protection).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Les observations et propositions du public et toute correspondance relative à l'enquête pourront être adressées au commissaire enquêteur :

- par voie électronique à l'adresse suivante : enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr - sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>
- Les observations transmises par courriel seront importées dans le registre dématérialisé et donc visibles par tous à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>.


Par ailleurs, l'ensemble des observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration. Le public pourra s'entretenir avec le commissaire enquêteur par téléphone. Il faudra au préalable prendre un rendez-vous téléphonique par contact courriel à l'adresse enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr.

Au terme de l'enquête, l'autorité compétente pour prendre distinctement les décisions au titre du code de l'environnement relatives à la demande d'autorisation environnementale est la ministre des Armées qui statue par arrêté portant autorisation ou refus du projet porté le pétitionnaire, après avis, le cas échéant, du CODERST des Bouches-du-Rhône.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>. La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est :

Le chargé de protection de l'environnement de la BA125, Tel : 04 42 41 83 27, Courriel : bmr.environnement@gmail.com.

Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint,
Matthieu RINGOT


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU VAR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 9 juin 2020, le préfet du Var a prescrit et organisé, au titre du code de l'environnement, une enquête publique, portant sur la création d'une zone agricole protégée sur la commune de Rougiers.

Le projet porte sur la création d'une zone agricole protégée de 408 ha, englobant 94,5 % de la zone A du PLU en vigueur, 82 % de l'aire parcellaire délimitée de l'AOC « Coteaux varois en Provence » et plus de 98 % du vignoble.

Le dossier d'enquête publique sera déposé en mairie de Rougiers, siège de l'enquête, pendant 31 jours, du **7 juillet 2020 au 6 août 2020** afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30, le mercredi de 13h30 à 17h30, le vendredi de 13h30 à 17h30, consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Rougiers - 15 avenue de Brignoles - 83170 Rougiers, ou par voie dématérialisée en utilisant le formulaire « contact » sur le site internet des services de l'État dans le Var (<http://www.var.gouv.fr>).

Monsieur Jean-Claude DUPUIS, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra le public en mairie les jours suivants :

Permanences	Mairie Rougiers
mardi 7 juillet 2020	8h30 à 12h30
vendredi 17 juillet 2020	13h30 à 17h30
jeudi 23 juillet 2020	8h30 à 12h30
jeudi 6 août 2020	8h30 à 12h30

Les informations sur le projet pourront être demandées auprès de la commune de Rougiers (Tél. : 04 98 05 93 30), responsable du projet.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance de l'avis d'enquête et de l'ensemble du dossier sur le site internet de l'État dans le Var. Les observations reçues par courriel seront consultables sur ce site. Cette consultation pourra se réaliser depuis un poste informatique dédié et installé en Préfecture du Var aux heures d'ouverture de celle-ci.

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête, en mairie de Rougiers, en préfecture du Var (DDTM du Var, Service Affaires Générales et Juridiques) et sur le site internet de l'État dans le Var.

Le préfet du Var décidera ou refusera le classement en zone agricole protégée, par voie d'arrêté.

N° 202001168